ETUDES ET ANALYSES

N° 49

Bruxelles, le 11 avril 1969

490 A

DISCOURS

LIBRARY

# REFLEXIONS SUR LES RELATIONS ENTRE L'EUROPE ET L'AMERIQUE[1)]

Traduction allemande suivra

1) Discours prononcé par Giovanni Agnelli devant le "Economic Club" à New York, le 15 janvier 1969

2954/X/69 F
Orig. E

Diffusion interne

DIRECTION GENERALE PRESSE ET INFORMATION

E T U D E S  ET  A N A L Y S E S  N° 49

Bruxelles, le 11 avril 1969

# REFLEXIONS SUR LES RELATIONS ENTRE L'EUROPE ET L'AMERIQUE

On trouvera ci-après le texte intégral de l'allocution prononcée à New York, le 15 janvier 1969, par M. Agnelli, président de la FIAT.

L'homme d'affaires italien conclut à la nécessité d'un gigantesque transfert de la puissance politique du niveau national au niveau européen et, simultanément, du niveau national au niveau régional.

x

x x

2954/X/69 F
Orig. E

M. le Président, Mesdames, Messieurs,

I - C'est un grand honneur pour moi en même temps qu'une grande responsabilité d'avoir été invité à prendre la parole devant un auditoire aussi qualifié ; j'ose donc espérer que je saurai au moins retenir votre attention.

Notre président a eu des paroles bienveillantes à mon égard pour mon travail et mes responsabilités, et m'a présenté à vous comme un spécimen du nouveau type de dirigeant européen. A vrai dire, l'Europe unie n'est pas encore une réalité, et je ne suis ni un homme d'Etat, ni un homme politique, ni même, je le confesse, le dirigeant de quelque société internationale dirigée par des hommes d'affaires européens.

Je ne suis qu'un homme d'affaires, dont l'activité a pour cadre l'Italie, pays qui joue un rôle important en Europe par sa culture, son économie, son histoire et, je l'espère, aussi par son avenir.

En tout cas, je ne me déroberai pas à mes responsabilités de personnalité dirigeante, parmi d'autres, du monde des affaires européen.

En cette qualité, je ferai quelques remarques personnelles sur le problème des relations entre les Etats-Unis et l'Europe : des liens qui sont appelés à durer. Je m'efforcerai de vous traduire les sentiments qu'éprouve un citoyen de l'Europe occidentale à ce sujet.

Peut-être seront-ils différents de ceux que vous éprouvez en tant que personnalités dirigeantes de la société américaine.

Nous savons cependant, nous autres hommes d'affaires, qu'il est souvent utile d'étudier un problème sous différents angles : en effet, cela peut conduire à d'intéressantes innovations.

II - Nous sommes tous persuadés que les relations américano-européennes ont contribué de façon décisive au maintien de la paix et au bien-être en Europe pendant le dernier quart de siècle.

Pour nous autres Européens, quatre raisons principales semblent expliquer que les Américains aient été si intimement mêlés aux affaires européennes depuis 1945.

1) L'Europe est une zone politique cruciale, où sont éclos, à deux reprises en l'espace d'un siècle, les germes d'une tragédie mondiale.

   La nécessité pour l'Amérique de protéger l'Europe s'imposait avec évidence, si l'on considère qu'après la seconde guerre mondiale l'Amérique devait assumer l'entière responsabilité du maintien d'un équilibre favorable dans le monde, dont elle constituait l'un des deux pôles.

   Cette responsabilité est devenue plus complexe dans le cadre d'une stratégie nucléaire bipolaire. Le nouvel équilibre a conduit à une meilleure prise de conscience des dangers qui résulteraient pour le monde entier d'une dissémination des armes nucléaires. Il a incité alors à la recherche d'accords et de mécanismes propres à prévenir des conflits généralisés.

2) En 1945, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont été en contact direct en Europe.

Depuis lors, tout litige européen affecte les deux super-puissances. Aussi ne doit-il y avoir aucun conflit limité dans cette zone, car tout conflit local dégénérerait presque inévitablement en une guerre générale, peut-être nucléaire.

C'est pourquoi certains problèmes européens attendent toujours une solution depuis 1945 et il n'est guère probable qu'ils seront résolus dans un avenir proche ; on comprend alors, si l'on pense avec réalisme, qu'aucune aventure politique ou bouleversement radical ne soit plus possible d'un côté ou de l'autre de la frontière Est-Ouest, parce qu'il menacerait l'équilibre politique général.

L'expérience montre que les deux super-puissances ne s'aventurent pas à la légère au-delà de la ligne de démarcation européenne dans leur sphère d'influence réciproque ; mais, dans leur propre sphère, toutes deux agissent en fonction de leurs propres intérêts et de leurs besoins (il me suffit de rappeler quelques dates : Hongrie 1956, Grèce 1946 et 1968, Tchécoslovaquie 1968).

Par conséquent, tous les pays européens, quel que soit leur statut ou leur puissance, partagent la responsabilité d'éviter un suicide collectif.

Toute force politique en Europe doit tenir compte de cette réalité nucléaire et agir et prévoir en conséquence, même si le "chantage nucléaire" contrarie parfois certains développements politiques sains et naturels (je songe ici aux événements qui se sont produits l'année dernière en Tchécoslovaquie).

3) L'Europe est, après l'Amérique du Nord, le plus grand marché du monde, organisé autour d'une puissante organisation industrielle.

Le gouvernement fédéral et les milieux d'affaires américains ne peuvent, en tant que concurrents et partenaires, méconnaître ce qui se passe dans l'Europe économique.

4) Enfin, il existe entre l'Europe et les Etats-Unis des "relations particulières" résultant d'une culture et d'une civilisation communes, et qui font sans cesse renaître des sentiments communs. Nous vous considérons comme la nouvelle Europe d'outre-Atlantique.

Nos modes de vie reposent sur des valeurs et des habitudes communes - qu'elles soient bonnes ou mauvaises - et nos types de relations sociales s'influencent mutuellement dans une large mesure.

III - Telles sont, à mon avis, les raisons principales pour lesquelles, de gré ou de force, l'Amérique s'est engagée à ce point en Europe. Il semble également évident que ces raisons resteront valables à l'avenir.

Du côté américain se sont manifestées, avec le temps, des tendances menant à un resserrement plutôt qu'à un relâchement des relations avec l'Europe.

Mais n'y a-t-il pas dans notre monde d'aujourd'hui une tendance générale à l'intégration à la coopération, à la compréhension ?

A l'ère atomique, même les conflits militaires ne semblent plus pouvoir conduire à des victoires militaires, mais seulement à des compromis politiques. On peut les considérer comme les premiers pas sur la voie d'accords et de formes de coopération plus élaborées.

Même en Europe, la conviction se répand, quoique avec lenteur, que les rapports de force politiques doivent être considérés comme des données entrant dans un processus continu d'ajustement réciproque, plutôt que comme la recherche intransigeante et idéologique de solutions politiques permanentes, la guerre étant - comme disait Clausewitz - "la poursuite de la politique avec d'autres moyens".

Simultanément des pressions en faveur d'un changement d'orientation politique se font plus fortes en raison de trois principaux facteurs de dynamisme communs aux deux côtés de l'Atlantique et probablement au monde entier :

a) L'influence croissante de la jeune génération avec ses aspirations, ses besoins nouveaux (naturels, compréhensibles et justifiés).

b) L'apparition d'un grand nombre d'organismes destinés à la diffusion des connaissances et de courants d'opinions qui influencent des fractions de plus en plus larges de la population (télévision, publicité, nouvelles méthodes d'enseignement, mass media, etc.).

c) Mais surtout les modèles d'organisation industrielle conditionnent de plus en plus la production, la distribution et la consommation. Ce processus gagne la population entière, qui exige à son tour une expansion économique constante. Cela signifie que

le maintien de taux de croissance et d'expansion élevés influence et modifie continuellement et implacablement le mode de vie de la population. C'est la logique fatale de notre société de production de masse et industrielle contemporaine (cette société dite industrielle, post-industrielle, technétronique ou que sais-je encore).

IV - Dans le cadre de ces profondes et constantes mutations, il n'est pas étonnant que même les relations européo-américaines reflètent certains signes de "malaise" : une crise de plus, parmi tant d'autres, dans un monde en voie de mutation ; cette crise étant celle qui nous touche de plus près, il est normal qu'elle me préoccupe le plus.

Elle rend nécessaire une étude de ces problèmes.

Considérons d'abord - en remontant aux causes - la nette contradiction que nous trouvons en Europe entre les processus économiques et politiques.

Du fait de la reconstruction d'après-guerre, grâce aussi au plan Marshall, les forces économiques ont pris l'habitude de coopérer, ce qui a totalement modifié les tendances traditionnelles à l'autarcie et au protectionnisme. Les entreprises ont appris à agir à l'échelle continentale.

Les hommes d'affaires ne sont pas précisément des intellectuels - parfois même ils nourrissent instinctivement des suspicions à l'égard de ces derniers - mais ils peuvent assimiler de nouvelles conceptions économiques. Nous ne sommes pas tous capables de lire Schumpeter ou Keynes, mais nous pouvons tous comprendre la dure leçon des faits.

En revanche, chaque pays européen a résolu ses problèmes politiques à sa façon.

Puis-je attirer votre attention sur cette "solitude", cet isolement des Etats européens qui, jusqu'à présent, ne concevaient leurs partenaires que comme des ennemis acharnés ou des alliés à l'occasion d'une guerre. Les projets, les rêves d'une intégration politique européenne, à laquelle des hommes d'Etat européens clairvoyants ont beaucoup contribué, n'ont jamais été pleinement réalisés. Comme diraient les juristes, le mariage entre les pays européens n'a pas été consommé.

Ainsi, quelqu'étroite que fut la solidarité de l'Occident - et elle l'était sans nul doute - les pays européens ont dû résister seuls, dans leur cadre national, à des tendances politiques subversives qui étaient liées au défi lancé par la révolution soviétique, même si elles avaient leur origine dans des problèmes anciens, sociaux ou locaux, restés sans solution.

Chaque pays d'Europe de l'Ouest a dû également affronter isolément le problème de la liquidation de son empire colonial. Ce processus de décolonisation fut souvent dramatique et il n'a certainement pas contribué à donner à ces forces politiques suscitées par des motivations locales une plus large ouverture d'esprit ou un sens plus grand de leurs responsabilités. (Cela est certainement vrai pour la France, la Belgique et même l'Angleterre alors que le problème colonial de l'Italie a été résolu par les Généraux Montgomery et Clark).

On peut dire en résumé qu'un grave malaise a résulté en Europe de la manifestation de tendances et d'attitudes contradictoires dans les domaines politique et économique. Les Européens se sentent forts du point de vue économique mais faibles et frustrés au plan des projets politiques et militaires.

Il est évident que l'Europe doit faire aujourd'hui un choix qui restera dans l'histoire. D'une part, le système économique exige la création, au-delà des unions douanières, de structures complexes d'intégration politique et institutionnelle à l'échelle continentale. D'autre part, toutes les institutions politiques (partis, parlements, syndicats), tous les types d'associations et de groupes de pression ou de lobbies, comme vous les appelez, ont des structures qui ne leur permettent d'agir que dans un cadre strictement national.

Dans les nations européennes d'aujourd'hui, il n'est pas une seule classe politique capable d'agir en fonction des impératifs nouveaux de l'ère atomique ; nos dirigeants politiques ont du mal à abandonner leurs catégories traditionnelles, fondées sur l'idéologie des Etats-nations.

Appliquée avec cohérence, cette idéologie conduit à la formule "défense tous azimuts", qui est actuellement, comme vous le savez, le principe directeur de la stratégie française gaulliste.

De façon plus générale, ce principe est à la base de la politique étrangère des nations européennes, qui considèrent la puissance nationale comme le support de toute négociation politique.

D'autres nations européennes qui n'appliquent pas ce principe peu réaliste avec autant de rigueur sont amenées à adopter une "attitude introvertie" - que beaucoup d'observateurs américains ont pu observer ces derniers temps - ou à prendre l'habitude de rechercher sans cesse une médiation ou des compromis machiavéliques.

Cette attitude résulte de l'absence d'une direction politique et se traduit par des changements d'humeur chez les forces politiques des différents pays européens, qui font preuve tantôt de renoncement tantôt d'arrogance, et par le mythe, qui réapparaît pé-

riodiquement, d'"une troisième force" européenne, qui serait certainement la "troisième", mais serait loin d'être "une force".

V - Les Etats-nations européens qui s'appesantissent sur leur passé glorieux et sont incapables de s'unir, rejettent certaines tendances modernes de la politique internationale au lieu de les admettre comme les éléments nécessaires de la réalité d'aujourd'hui.

Ils sont continuellement tentés de chercher des solutions unilatérales et peu réalistes aux problèmes contemporains.

Permettez-moi d'illustrer ma pensée par quelques exemples :

a) Aucun Etat d'Europe occidentale n'est capable d'assurer, seul ou en coopérant avec d'autres Etats d'Europe occidentale, sa défense nucléaire globale.

Mais au lieu d'accepter la garantie nucléaire que lui offre l'Amérique, comme une réalité qui existe au-delà de tout pacte écrit, l'Europe propose des solutions telles que la force de frappe du Général de Gaulle, ou des projets visant à neutraliser l'ensemble du continent, ou l'adoption à l'échelle européenne d'une stratégie nucléaire gaulliste (qui conserverait ses accents par trop anti-américains et empêcherait toute coexistence durable avec l'Union soviétique).

b) Le dialogue entre les Etats-Unis et l'Union soviétique est inévitable parce que les deux supergrands ont conscience de la nécessité de prévenir

les dangers nucléaires. Indirectement, en rendant toute confrontation impossible, ces dangers entraînent un relâchement lent et progressif des blocs.

Comment l'Europe réagit-elle à cette situation ?

Eh bien, au lieu d'accélérer le processus d'unification européenne - qui donnerait plus de poids à l'Europe politique par rapport aux deux supergrands et ouvrirait la voie à un pacte européen de sécurité collective - les Européens réagissent la plupart du temps en se plaignant du dialogue (qui, craignent-ils, risque de se poursuivre à leurs dépens).

c) Permettez-moi de vous citer un autre exemple de l'inadéquation des réactions européennes aux problèmes actuels. Les énormes responsabilités assumées par les Etats-Unis ont beaucoup contribué à la mobilisation générale des ressources intellectuelles, scientifiques, techniques et des talents des managers et des organisateurs de ce pays. Le gouvernement fédéral a appuyé cette mobilisation par d'immenses moyens financiers.

Dans une économie de marché, grâce à la conjonction des efforts déployés par l'Etat et par l'industrie privée, l'Amérique vit dans une ère de réalisations scientifiques et économiques sans précédent. L'une des conséquences de cette situation est le "fossé technologique et scientifique" entre les Etats-Unis et le reste du monde.

Une fois de plus, la réaction de l'Europe à cette situation a été fâcheusement inopportune. Bien sûr, ce fossé est, dans l'ensemble, appelé à subsister, dans la mesure où la différence de puissance économique entre l'Amérique et l'Europe. Toutefois, l'expérience montre que le fossé se réduit ou disparaît dans les domaines techniques ou scientifiques où l'industrie européenne a été capable de prendre des initiatives globales et a su aborder les problèmes dans leur ensemble.

Mais, alors que les pouvoirs politiques européens et les gouvernements nationaux peuvent prendre et prennent même parfois des initiatives visant à stimuler la recherche technique et scientifique, ces mesures d'encouragement prises par les pouvoirs publics ne peuvent être pleinement efficaces qu'à condition qu'on instaure tout d'abord un organe responsable de la politique commune.

Sinon, comme le montre l'expérience d'Euratom et d'autres entreprises européennes communes - comme l'ELDO - les résultats seront loin d'être satisfaisants. Il est, d'autre part, difficile pour les entreprises privées d'atteindre des dimensions internationales naturelles tant que la législation les empêche de sortir des limites étroites des Etats-nations.

Bien sûr, l'Europe peut prendre des initiatives en matière économique et favoriser le développement économique de régions moins développées (comme l'Europe de l'Est, l'Amérique latine ou

l'Afrique) : en effet, beaucoup de réalisations ont été menées à bien grâce aux efforts d'entreprises privées, mais tous ces efforts sont freinés par l'absence d'un cadre politique adéquat. Il n'y a pas de direction politique en Europe, et les initiatives prises par les gouvernements nationaux sont franchement insuffisantes. Sans doute avons-nous un nombre croissant d'entreprises européennes : mais nous n'avons pas d'Europe intégrée.

VI - Ceci étant, "dans un monde militairement bipolaire mais politiquement multipolaire", comme l'écrivait le Professeur Kissinger dans l'"Agenda for the Nation", on comprend fort bien que nous ayons des scissions et des anarchies dangereuses au lieu d'un système politique polycentrique, diversifié mais bien équilibré. Ce n'est pas non plus en raccourcissant les rênes que les deux supergrands rétablirent la situation.

En ce qui concerne la zone atlantique, qui jouit de la liberté, il faut adopter une attitude positive devant l'apparition de nouvelles forces politiques.

Les dirigeants européens se sont trop souvent refusés à assumer des responsabilités précises, financières ou autres, au sein d'une institution de nos alliances.

Ils n'ont pas su non plus - comme nous l'avons vu - trouver des solutions satisfaisantes à leurs propres problèmes vitaux, ni assumer le rôle du vieux continent au sein de l'alliance et dans le monde. Je doute qu'ils soient capables de trouver des réponses satisfaisantes dans un avenir proche.

tion est accepté, on en vient à la conclusion que la contribution de l'Europe à la défense devrait se limiter aux armes conventionnelles. La présence sur le territoire européen de certaines parties de la force de dissuasion nucléaire américaine devrait être un jour le résultat à la fois quantitatif et qualitatif des négociations visant à la solution de tous les principaux problèmes européens y compris le problème allemand, dans le cadre d'un pacte européen de sécurité collective ratifié par les deux super-grands.

2) Le second problème concerne les institutions politiques des nations européennes. La paix dont jouit l'Europe lui permet d'entreprendre un renouvellement politique et institutionnel complet. Ce processus devrait accroître les responsabilités politiques des pays d'Europe occidentale dans le maintien de la paix. Il devrait s'opérer par un gigantesque transfert de la puissance politique du niveau national au niveau européen et simultanément du niveau national au niveau régional. Ce double processus est indispensable pour que se fasse l'unité autour des nouveaux objectifs nationaux et européens.

L'Europe doit perdre ses "vieilles habitudes" néfastes, qui, selon George Ball, sont revenues en force durant les cinq dernières années et qui "menacent de faire retomber l'Europe dans le chaos".

VIII - Il est donc essentiel que nous réussissions dans cette entreprise. La coopération et l'esprit d'entente sont indispensables pour que les Etats-Unis et l'Europe puissent affronter et

résoudre leurs problèmes communs. Permettez-moi d'énumérer nos tâches principales, telles qu'elles découlent de notre mission commune.

a) Nous devons réncver les structures politiques des sociétés les plus hautement industrialisées et les adapter aux structures économiques qui se créent dans ces sociétés.

En ce qui concerne tous les pays européens, la première chose à faire pour atteindre cet objectif est de nous attacher à résoudre des problèmes nationaux tels que l'octroi d'un statut social satisfaisant et le partage du pouvcir politique avec les couches de la population qui sont apparues par suite de l'industrialisation.

En même temps, nous devons moderniser nos institutions publiques de même que les grandes infrastructures sociales et les services publics. En fin de compte, nous devons créer des institutions politiques à l'échelle continentale.

En ce qui concerne l'Amérique, cette grande nation doit faire une nouvelle synthèse politique, trouver de nouveaux équilibres et de nouveaux mécanismes capables de résoudre les problèmes sociaux qui ont surgi d'une façon si explosive au cours des dernières années : ceci afin que les Etats-Unis puissent rester le grand laboratoire des expériences économiques, politiques et sociales du monde moderne.

L'Europe et l'Amérique doivent toutes deux créer des directions politiques capables d'assurer un

haut degré de participation des peuples, afin que les tensions internes ne menacent pas l'équilibre international.

b) Nous devons définir de nouveaux critères d'interprétation de la politique mondiale, élaborer une nouvelle échelle des valeurs permettent de trouver aux problèmes qui se posent aux nations industrialisées des sclutions satisfaisantes et susceptibles en même temps d'intéresser les jeunes Etats.

A cet effet, la généralisation du bien-être est un moyen d'accélérer l'apparition de nouvelles formules de coopération sociale et la création d'un nouveau patrimoine de valeurs morales et civiques.

Nous devons rechercher de nouvelles voies permettant d'éliminer certaines des principales causes de tension qui, dans le monde, affectent à la fois les pays industrialisés et les pays agricoles. Nous devons créer des institutions qui nous permettent à tous de dépasser la politique stérile de l'aide nationale limitée afin d'éliminer radicalement les principales causes de conflits locaux, pour mettre fin à la polarisation croissante de l'abondance et de la pauvreté dans le monde. Comment cela est-il possible, si ce n'est par une coopération, voire une intégration pacifique entre les zones industrialisées et les zones en voie de développement ?

Toutes ces tâches se posent brusquement à l'humanité pour la première fois dans l'histoire :

voilà les nouvelles données, les nouvelles conditions d'une coexistence internationale fondée sur la coopération. Ce sont là des tâches difficiles, qui supposent et impliquent un engagement commun de l'Europe et de l'Amérique.

Toutes ces tâches sont également d'ordre stratégique. Pour tenter de les mener à bien, nous devons faire en sorte que le chantage atomique ne soit plus pour l'humanité la principale garantie de la paix, et nous devons chercher une voie plus directe qui nous permette de travailler activement à l'édification de la paix.

Il est donc réaliste d'affirmer qu'il faut tout d'abord renforcer à cet effet le pouvoir politique global de l'alliance atlantique, c'est-à-dire renforcer à la fois sa cohésion interne et lui assurer une plus large adhésion dans le public.

IX - Tous ces problèmes ne sont pas simples. Nous entrons dans une période difficile, dont nous pouvons seulement espérer qu'elle sera plus riche en expériences et en tentatives audacieuses qu'en tentations dangereuses et en paresse politique.

Il est fort probable que les forces politiques européennes seront lentes à relever les nouveaux défis, et il se peut que nous ayons même à attendre l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération, pour qu'ils soient carrément relevés.

J'ai essayé d'expliquer ce que doit être la contribution de l'Europe à notre avenir commun.

Permettez-moi, avant de conclure, de vous dire ce qu'à mon avis l'Europe devrait attendre des Etats-Unis :

1) Au-delà des traités existants, l'Europe demande de continuer à bénéficier, dans le cadre du traité de non prolifération, de la garantie nucléaire qui lui est offerte par l'Amérique et de participer dans une plus large mesure à sa définition. Cette condition est nécessaire pour assurer aujourd'hui la survie de l'Europe et le sera également demain pour parvenir à un règlement viable des problèmes européens.

2) L'Europe demande à l'Amérique d'appliquer son énergie à la solution de ses propres problèmes intérieurs. Elle ne craint pas que l'Amérique retombe dans l'isolationnisme. Elle est persuadée au contraire que plus les Etats-Unis seront à même de résoudre leurs problèmes intérieurs, plus les liens avec d'autres pays et d'autres civilisations se renforceront, car elle aura ainsi montré l'exemple à beaucoup.

3) L'Europe attend de l'Amérique, et de ses intellectuels en particulier, qu'ils procèdent à un examen plus approfondi des réalités européennes, afin de mieux comprendre les causes cachées des tensions qui se manifestent dans les pays européens. Il y a en Europe une césure profonde entre "le pays réel" et "le pays légal". Comprendre ces phénomènes est nécessaire pour savoir à l'avance ce que sera la nouvelle politique de demain.

Je suggère que certaines de nos fondations entreprennent une étude sur l'état actuel et futur des relations culturelles, officielles et non officielles entre l'Europe et l'Amérique.

4) L'Europe demande aux Etats-Unis de ne pas se livrer à des pratiques protectionnistes.

En de nombreuses occasions, les problèmes intérieurs obligent les gouvernements à relever leurs barrières douanières. Les négociations internationales seraient facilitées si ces problèmes étaient également discutés : chaque pays serait informé et pourrait comprendre les réalités internes qui commandent les actions des autres pays.

Je propose que des groupes d'hommes d'affaires de nos deux continents se rencontrent pour discuter des problèmes du commerce international, afin d'être informés de leurs besoins et de leurs positions réciproques.

M. le Président, Mesdames, Messieurs,

X - Nous qui nous sommes réunis ici ce soir, nous sommes dans notre grande majorité des hommes d'affaires, qui consacrons nos talents et nos forces à des entreprises qu'on peut qualifier pour la plupart d'entreprises "internationales". L'entreprise internationale ou "société mondiale" est révélatrice de la condition actuelle d'un monde qui aspire à une intégration plus poussée et à une expansion toujours plus rapide : un monde qui a manifestement besoin de la paix.

Pour remplir cette mission, nous ne devons pas seulement comprendre les problèmes technologiques ou d'organisation qui se posent à nos entreprises, mais aussi ceux de l'homme, de sa place dans le monde et des systèmes qui lui permettent de vivre en société.

C'est une responsabilité de plus en plus grande qui nous incombe à tous.

Nous ne pouvons nous y soustraire et nous ne pouvons nous permettre d'échouer.

Merci.